



**PRÉFET
DE L'ESSONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**

**Arrêté n° 2026-PREF/DCPPAT/BUPPE/086 du 13 mai 2026
mettant en demeure la société ENORIS de respecter les prescriptions applicables pour
l'exploitation de ses installations situées route de la Bonde sur le territoire
de la commune de MASSY (91300)**

LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 27 août 2025 portant nomination de Mme Fabienne BALUSSOU, en qualité de préfète de l'Essonne,

VU le décret du 21 octobre 2025 portant nomination de M. Johann MOUGENOT, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, sous-préfet d'Évry,

VU l'arrêté préfectoral n° 2026-PREF-DCPPAT-BCA-072 du 24 avril 2026 portant délégation de signature à M. Johann MOUGENOT, secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, sous-préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié, relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux,

VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral n° 2019-PREF/DCPPAT/BUPPE/060 du 19 mars 2019 portant imposition à la société ENORIS, dont le siège social est situé route de la Bonde à MASSY (91300), de prescriptions complémentaires pour l'exploitation de ses installations situées ZI de la Bonde – route de la Bonde à MASSY (91300),

VU les rapports de l'inspection des installations classées en date des 29 janvier 2025 et 18 juillet 2025, établis suite aux visites d'inspection des 28 novembre 2024 et 19 juin 2025,

Vu la lettre préfectorale du 26 février 2025 demandant à la société ENORIS d'engager des actions correctives et de fournir les justificatifs nécessaires, suivie d'une proposition de mise en demeure de respect des prescriptions, en date du 1^{er} octobre 2025,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 12 février 2026, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 9 décembre 2025, transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 14 avril 2026 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant au courrier préfectoral susvisé au terme du délai imparti,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 9 décembre 2025, l'inspection a constaté les non-conformités suivantes :

- l'exploitant n'a pas transmis les éléments justifiant du contrôle de l'ensemble des paramètres du QAL 2 pour les LFC1 et LFC2 (titulaires et redondants),
- les moyennes journalières mesurées en LFC dépassent les limites d'émission fixées par l'arrêté préfectoral du 19 mars 2019,
- les dépassements de valeurs limites d'émissions (VLE) persistent pour les dioxines et furannes, malgré les actions mises en place par l'exploitant,
- l'impact des rejets atmosphériques n'a pas été réalisé en 2024, ni en 2025,
- plusieurs dépassements des VLE sur les eaux pluviales sont relevés, avec une forte augmentation de tous les paramètres sur lesquels les dépassements sont constatés,

CONSIDÉRANT les dépassements des VLE des dioxines et furannes dans les fumées provenant de l'UIOM et du LFC,

CONSIDÉRANT l'absence de communication de la part de l'exploitant dès les premiers dépassements des VLE des dioxines et furannes,

CONSIDÉRANT l'absence de mesures ponctuelles sur 6 à 8 heures des dioxines et furannes suite aux premiers dépassements,

CONSIDÉRANT la récurrence du non-respect de la transmission mensuelle des mesures en continu et semi-continu des rejets atmosphériques,

CONSIDÉRANT l'absence de mesures de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement en 2024 et 2025,

CONSIDÉRANT les dépassements des VLE sur les eaux pluviales depuis trois analyses,

CONSIDÉRANT que les concentrations mesurées lors de la contre-mesure de l'été 2025 (pour les paramètres MES, DBO5, DCO, COT, Zn, Pb et Cu) sont supérieures aux précédentes et ne respectent toujours pas les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral du 19 mars 2019,

CONSIDÉRANT la récurrence du non-respect de la transmission sur GIDAF des rapports de contrôle annuels des eaux pluviales,

CONSIDÉRANT les enjeux en termes de prévention de la pollution atmosphérique et le devoir d'informer l'inspection des installations classées et le public,

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ENORIS de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 de ce code,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La société ENORIS, dont le siège social est situé route de la Bonde 91300 MASSY, exploitant une usine d'incinération d'ordures ménagères (UIOM) et une installation de co-incinération de charbon/bois déchets à la même adresse, est mise en demeure de respecter :

→ **dans un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté :**

- l'article 28 b-2 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié, relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux :

- en transmettant, dès réception, le rapport de la mesure ponctuelle sur 6 à 8 heures des dioxines et furannes dans les fumées du LFC 2. En cas de dépassements persistants, en recherchant la cause et en réalisant les travaux nécessaires,
- en réalisant la mesure ponctuelle sur 6 à 8 heures des dioxines et furannes dans les fumées du LFC 1 suite au dernier dépassement, et en transmettant, dès réception, le rapport à l'inspection. En cas de dépassements persistants, en recherchant la cause et en réalisant les travaux nécessaires.

- l'article 8.6.2 de l'arrêté préfectoral n° 2019-PREF/DCPPAT/BUPPE/060 du 19 mars 2019 portant imposition de prescriptions complémentaires à la société ENORIS pour l'exploitation des installations susvisées :

- en transmettant mensuellement via GIDAF, les rapports de mesures en continu et semi-continu des rejets atmosphériques.

- l'article 8.6.6 de l'arrêté préfectoral du 19 mars 2019 précité :

- en mettant en place le programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement, et en transmettant, dès réception, les résultats.

- l'article 3.11.3.1 de l'arrêté préfectoral du 19 mars 2019 précité :

- en respectant les VLE des eaux pluviales,
- en évacuant les eaux pluviales en tant que déchets, et en transmettant les bordereaux de suivi ou documents justificatifs associés, tant que les VLE mesurées sont supérieures et ne respectent pas les VLE indiquées dans l'arrêté,
- en déposant sur GIDAF, l'ensemble des rapports de contrôle des eaux pluviales, notamment les deux analyses de 2025 (contrôle annuel et contre-mesure).

→ **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- l'article 8.6.2 de l'arrêté préfectoral du 19 mars 2019 précité :

- en transmettant les éléments justifiant que l'ensemble des paramètres du QAL 2 a été contrôlé pour les LFC 1 et LFC 2 - titulaires et redondants.

- les articles 10.5.2 et 10.5.3 de l'arrêté préfectoral du 19 mars 2019 précité :

- en transmettant un plan d'action pour la suppression de tout dépassement journalier pour les rejets dans l'air. Le plan d'action présentera le traitement à mettre en place pour supprimer les dépassements des VLE fixées par l'arrêté préfectoral,
- en respectant les valeurs limites en concentration et en flux fixées par l'arrêté préfectoral.

→ **pendant six mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- l'article 8.6.4 de l'arrêté préfectoral du 19 mars 2019 précité et du dernier alinéa de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets [...] :

- en respectant les VLE des dioxines et furannes dans les fumées provenant de l'UIOM et du LFC.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1^{er} ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

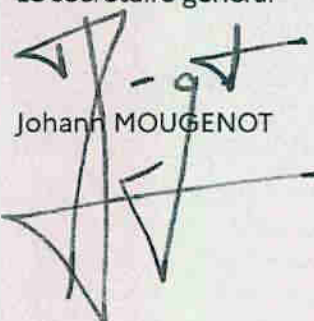
La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture,
Les inspecteurs de l'environnement,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la société ENORIS, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne.

Une copie est transmise pour information à Monsieur le sous-préfet de PALAISEAU et à Monsieur le maire de MASSY.

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général


Johann MOUGENOT